

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 42 • 16 OCTOBRE 2020 • CHF 3.-

Jura: Francisco Pires, candidat ouvrier pour l'élection au Gouvernement page 2



VS: Rencontre avec Fred Nouchi, tramnot et candidat POP à l'exécutif de Martigny page 3



La justice s'emmêle

Déjouant les attentes et en seconde instance, la chambre genevoise d'appel et de révision vient d'acquiescer de toute charge le jeune militant, Nicolas, du collectif Breakfree, qui avait mené une action de dénonciation à la peinture lavable, en dessinant des mains rouges sur la façade du Credit suisse en 2018. Le verdict annule sa condamnation à 10 jours-amende à 30 francs pour dommage à la propriété prononcée par le tribunal de police en février.

La décision de clémence est à l'opposé des jugements qui ont prévalu récemment dans le canton de Vaud. Le 24 septembre, suite au recours du procureur général, le PLR Eric Cottier, les trois juges de la cour d'appel à Nyon avaient infligé des peines pécuniaires aux douze militant.e.s. Leur crime? Avoir organisé une partie de tennis dans une succursale du Credit suisse. Il y a deux semaines, le militant popiste et pro-climat, Zakaria Dridi, s'est vu confirmer sa peine par le Tribunal des mineurs pour un simple sit-in aux Retraites populaires. Face à des jugements si contrastés, c'est sans doute le Tribunal fédéral qui sera chargé de remettre de l'ordre, en prenant une décision qui fera jurisprudence.

Ce qui frappe dans toutes ces affaires réside dans la différence de conscience et de responsabilité sociale. On s'étonne aussi de la disproportion de moyens entre de jeunes activistes sincèrement préoccupé.e.s par les dangers mortels d'un changement climatique mondial, d'une part, et des géants financiers, qui restent singulièrement opaques sur leurs investissements dans les énergies fossiles, de l'autre. Pourtant, ceux-ci se monteraient à plus de 700 milliards de dollars depuis l'accord de Paris sur le changement climatique, relevait *The Guardian* en 2019.

En reconnaissant que le problème environnemental n'est pas seulement une question de violation de domicile ou d'application de la loi sur la propriété, le tribunal genevois, mené par Gaëlle Von Hove, relance le débat sur l'urgence climatique du point de vue du troisième pouvoir comme s'y attellent encore trop laborieusement le politique ou l'économie. C'est encore la justice, celle de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), qui devra répondre de la plainte des Aînés pour la protection du climat. Qui dénoncent les négligences de la Confédération en matière de protection du climat et exigent des objectifs plus ambitieux dans ce domaine, après que le Tribunal fédéral a rejeté leur recours. Alors verdict?

Joël Depommier

Elections cruciales au pays de Morales

BOLIVIE • Deux projets de société radicalement opposés s'affrontent pour des élections sous haute tension.

Il y a juste un an, Evo Morales, président sortant gagnait de justesse les élections, dénoncées comme frauduleuses par les opposants acharnés soutenus par l'Organisation des Etats américains (OEA). Après 2 semaines de troubles, les directions de l'armée et de la police se sont retournées contre Morales qui a dû fuir d'abord au Mexique pour s'installer ensuite, tout comme son vice-président Linares en Argentine. Mme Añez s'est autoproclamée présidente ad intérim avec l'appui de tous les opposants à Morales et de l'administration américaine. Ceci en promettant de «restaurer la démocratie» et d'organiser de nouvelles élections. Plusieurs fois repoussées, elles auront lieu le 18 octobre. En une année, et malgré les tentatives de blocage de l'Assemblée législative encore majoritairement en mains du Mouvement vers le socialisme (MAS) de l'ex-président Morales, Mme Añez a pris des décisions qui en disent long sur sa volonté d'en finir avec la politique populaire et favorable aux peuples indigènes défendue par le gouvernement du MAS depuis 2005. Ainsi en politique extérieure, reconnaissance du président auto-proclamé Guaido du Venezuela et fermeture des ambassades à Cuba, Nicaragua et Iran, alignement sur les positions soutenues par le groupe de Lima (regroupant les pays les plus réactionnaires, Brésil et Colombie en tête et les Etats-Unis et qui s'oppose notamment au gouvernement de Maduro), ré-ouverture de l'ambassade des Etats-Unis entre autres.

Politique intérieure répressive

Sur le plan interne: renvoi presque immédiat des médecins cubains travaillant à la campagne, répression de manifestations populaires avec plusieurs morts au début de son mandat, harcèlement, menace et mise en accusation des principaux dirigeants du MAS, non-délivrance de sauf-conduits de 6 ex-ministres ou gouverneurs exilés à l'ambassade du Mexique à la Paz, arrêt pratiquement complet d'investissements dans l'éducation, les infrastructures routières et j'en passe.

Sans parler du mépris total et ouvertement affiché de la culture et de la population indienne. Mme Añez a favorisé les grands propriétaires terriens en ouvrant la porte aux OGM, laissant la forêt amazonienne brûler plus que jamais. Les ONG qui critiquaient Morales en 2019 sur ce sujet, sont particulièrement silencieuses aujourd'hui. Mme Añez n'a pu cacher sa mauvaise gestion de la pandémie et surtout les nombreux cas de corruption dans son gouvernement, dont



Le candidat du Parti d'Evo Morales, Luis Arce en campagne pour les prochaines boliviennes déterminantes pour l'avenir du pays et de la démocratie. MAS

celui de l'achat de respirateurs surfaturés et inutilisables. Elle a voulu privatiser à nouveau la distribution de l'eau à Cochabamba, s'attaquant à une victoire emblématique du MAS en 2003 et le début de son ascension vers la présidence en 2005.

C'est dire si la droite réactionnaire et soutenue par les églises évangélique et catholique n'est pas prête à rendre le pouvoir facilement au MAS. Ceci même si tous les sondages donnent la victoire au premier tour à son candidat Arce. Le tout est de savoir s'il devancera de plus de 10% le candidat de la droite le mieux placé. Ainsi l'ex-président Carlos Mesa, dont le projet politique est néolibéral, et qui devra certainement composer avec la droite «revanchiste» pour gouverner. Et s'il a plus de 40% de voix, ce qui lui suffirait pour être proclamé président au premier tour. Au second tour, il est probable que la droite se regroupe sur pression externe ce qui rendrait la victoire du MAS plus difficile. Cette pression a déjà contraint Mme Añez à retirer sa candidature.

Elections avec exigence démocratique forte

Il faut que les élections soient démocratiques et sans indices de fraudes, ce qui est loin d'être acquis. La droite soutenue par les Etats-Unis et les multinationales ayant un œil sur le lithium et le gaz, ne veut pas de retour du MAS au pouvoir. De plus, c'est l'OEA farouchement opposée à tout gouvernement progressiste qui sera l'observateur externe principal de ces

élections. Rien ne dit que les forces armées ne s'opposera pas au résultat de ce scrutin, si le MAS gagne.

Osons espérer que le gagnant soit M. Arce, qui a promis de poursuivre les choix politiques du MAS. Il est l'ancien Ministre de l'économie et artisan principal de la croissance économique du pays durant les trois mandats de Morales. Durant treize ans, il a réussi à amener l'économie bolivienne à des niveaux de développement record et à une croissance économique moyenne de 5% en pleine crise économique internationale. C'est le résultat de la nationalisation du pétrole et du gaz et de la récupération des entreprises stratégiques qui ont été privatisées par le néolibéralisme. Mais aussi de l'industrialisation, de l'investissement dans les routes, l'éducation, la santé, les sports et l'intégration nationale, et de la redistribution des richesses. Cela dit, quel que soit le vainqueur, la stabilité du pays sera difficile à maintenir, tant la société bolivienne est fracturée. Il y a une droite décomplexée alliée à une petite et moyenne bourgeoisie blanche et citadine.

Parlement renouvelé

Cette dernière voit d'un mauvais œil une bourgeoisie indienne naissante et qui a pris de la place dans les différents postes de l'Etat ainsi qu'une gauche menée par le MAS et la puissante Centrale ouvrière bolivienne (COB). Celle-ci a montré sa capacité à bloquer les routes début août dernier, obligeant la présidente auto-proclamée à fixer une date d'élection. Ce à quoi elle se refu-

sait jusque-là.

L'autre enjeu de ces élections boliviennes du 18 octobre est le renouvellement du parlement qui comme chez nous est bicaméral. Aux élections de l'an passé, et sans que les résultats n'aient jamais été formellement contestés, le MAS avait obtenu 67 sièges de députés (sur 130), le parti de M. Mesa 50, et les 13 autres se répartissant entre l'extrême droite de Mme Añez et de M. Camacho. Au Sénat, la majorité du MAS était même plus confortable avec 21 sièges sur 36.

Tout cela est remis en jeu le 18 octobre. Pour le MAS, le défi est aussi d'avoir et de conserver une majorité dans les 2 chambres qui constituent l'Assemblée législative plurinationale. Dans un contexte aussi polarisé que celui de la Bolivie, sans cette majorité, la gouvernabilité du pays serait encore plus difficile pour le MAS, en cas de victoire à l'élection présidentielle. Mais d'un autre côté elle pourrait au moins, en cas de perte de la présidence, représenter un large front de résistance institutionnelle.

C'est d'autant plus vrai, si le processus électoral est limpide. Vraiment, il se joue une page importante de la Bolivie. Avant les mandats du gouvernement Morales, le pays était connu comme l'Etat latino-américain avec la plus grande instabilité politique et le nombre le plus élevé de putschs. C'est dire combien ces élections sont importantes. Pour le peuple bolivien, la région latino-américaine et la démocratie. ■

Bernard Borel

Une fibre ouvrière pour un Jura plus social

JURA • Le 18 octobre auront lieu les élections cantonales jurassiennes. Entretien avec Francesco Pires, syndicaliste et candidat ouvrier sur la liste CS-POP pour le législatif et l'exécutif.

Francisco Pires, habitant des Franches Montagnes, district où le CS-POP présentera une liste pour la première fois pour le législatif est syndicaliste à Unia Neuchâtel depuis 2011 dans le secteur de la construction. Ancien mécanicien automobile, il est père de trois enfants. Et se présente dans la course pour l'un des cinq sièges au Gouvernement. Déplorant le manque de représentants de la classe ouvrière dans les instances politiques, il souhaiterait des modifications légales pour permettre aux salarié.e.s de faire de la politique «sans risque d'être licencié.e.s ou placardisé.e.s» et ce afin de faire entendre une voix humaniste et anticapitaliste.

Quels sont les enjeux de ces élections?

FRANCISCO PIRES Notre objectif est d'obtenir une majorité de gauche tant au Parlement qu'au Conseil d'Etat. Aujourd'hui, le Gouvernement compte deux élus de droite (1PDC, 1PLR), deux socialistes et un représentant du Parti chrétien social indépendant (PCSI) avec David Eray, chef du département de l'environnement. Si ce dernier est présenté comme un homme de centre-gauche, il prend souvent des décisions de droite. Voilà pourquoi nous appelons à voter aussi pour les Verts et le PS au Gouvernement pour renforcer la gauche. Au Parlement (26 élu.e.s de gauche avec les 8 du PCSI sur 60 sièges, ndr), notre but est un renforcement de la présence des élu.e.s progressistes. En ce qui concerne l'objectif du CS-POP, nous voudrions obtenir au moins un.e troisième élu.e au Parlement pour former un groupe lors de la prochaine législature.

En faveur des priorités sociales et écologiques, quels sont vos axes de campagne?

En 2019, après 10 ans d'attente, un rapport social sur la pauvreté dans le Canton, a montré que plus de 6'000 personnes étaient en situation de précarité et que près de 25% des Jurasien.ne.s risquaient d'y basculer. Les salaires restent bas, stagnant, voire baissant depuis des années. Le salaire minimum de 20 frs, entré en vigueur en 2018, est juste au-dessus du niveau de l'aide sociale. A titre d'exemple, dans l'horlogerie, secteur



Francisco Pires voudrait que le Jura mène une vraie politique de relance pour les salarié.e.s touchés de plein fouet par la crise du Covid-19.

POP

de forte plus-value, le salaire minimum est fixé à 3510 francs et 4060 francs pour un ouvrier avec CFC.

Il est difficile pour une famille de vivre avec un tel salaire, sachant que les contribuables jurassiens sont parmi les plus taxés de Suisse.

Ce qui conduit de nombreux travailleur.euse.s à changer de canton et à devenir en quelque sorte des frontaliers cantonaux. Face à cette situation, nous défendons la nécessité d'un plan contre la pauvreté et une politique d'investissement ambitieuse dans l'économie du fait de la crise liée à la pandémie, quitte à remettre en question le principe du frein à l'endettement adopté il y a une dizaine d'années.

Le Gouvernement vient d'annoncer un projet de budget déficitaire de 3,9 millions de francs, en ne promettant aucune coupe.

Vous y croyez vraiment?

Non, la politique d'austérité du Gouvernement n'a rien de nouveau. Dès 2014, le Conseil d'Etat avait lancé un programme Optima, qui s'est répercuté sur les classes populaires et les services publics. A cette époque, seul CS-POP s'y était opposé.

L'entrée en vigueur de la Réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA), que nous avons combattue tant elle allait à l'encontre de l'équité devant l'impôt, contribue aujourd'hui à reporter les charges de la baisse fiscale des bénéficiaires des entreprises sur les classes moyennes et la population. Face à cette situation, nous considérons qu'il faut privilégier une politique de relance, quitte à s'endetter ou à puiser plus dans la réserve de politique budgétaire.

Quelles sont vos propositions en matière d'écologie?

La transition écologique et énergétique nous tient à cœur. Nous voudrions mettre sur pied un service cantonal de l'énergie indépendant et mettre en place un «plan» favorisant les économies dans ce domaine et la promotion des énergies renouvelables. Notamment, la création d'un fonds d'innovation «écosociale» pour les entreprises qui présentent des projets de reconversion écologique et respectent des critères sociaux cumulatifs. Dans tous les cas, les futurs projets doivent faire l'objet d'un débat démocratique permettant aux communes et à la population de donner leur avis. Par exemple dans l'installation d'éoliennes et éviter ainsi de donner un blanc-seing aux multinationales du secteur. La transition écologique doit être en

mains publiques afin de garantir un retour gagnant pour les Jurassien.ne.s en termes d'emplois et de revenus. Nous tenons également à développer l'accès aux transports publics en termes de réseau et de coûts d'utilisation pour atteindre la gratuité.

Face à une hausse des primes de 2%, le Parlement jurassien a adopté une résolution demandant aux Chambres fédérales d'intervenir pour que les réserves excédentaires des caisses soient utilisées afin de geler les primes ces deux prochaines années. Votre avis?

Les comptes des caisses sont complètement opaques au point que personne n'y comprend plus rien. Le plus simple reste pour nous de créer une caisse unique et publique, une proposition qui a déjà été plébiscitée plusieurs fois dans le canton. Le M. Covid du canton, le Ministre de l'économie et de la santé, Jacques Gerber (PLR), a bien dit qu'il n'y avait pas de transparence dans les caisses. Mais je voudrais rappeler que les lobbies des caisses maladie sont souvent représentés à Berne par la droite libérale.

Il faudrait que nos représentant.e.s au niveau fédéral et dans le canton fassent une fois quelque chose de sérieux et de concret pour stopper ces augmentations. Plus globalement, j'estime qu'il faudrait penser solidairement au monde de l'après Covid-19, en se recentrant sur l'humain et le quotidien des gens.

Le 28 mars 2021, Moutier revotera sur son appartenance au Jura. Vos attentes?

Pour moi, l'annulation du vote de Moutier en 2020 par la Préfète du Jura bernois est une honte et tient du Grand Guignol. Ainsi il a été prouvé que le nombre de cas de fraude potentielle liés au tourisme électoral pour le scrutin ne dépassait pas les trois-quatre. L'intégration de Moutier – ville jurassienne par son histoire, dynamique en matière d'industrie et culture – et de ses 7'400 habitant.e.s sera un plus pour le Jura, qui cherche à gagner de nouveaux résident.e.s. Par ses relations privilégiées avec Berne, cette ville permettra aussi au Jura de créer un nouveau pont avec les Bernois. ■

Propos recueillis par Joël Depommier

«T-shirt de la honte»: une question de sexisme

DROITS HUMAINS • Les manifestante.x.s des différents groupes féministes genevois ayant organisé la riposte contre les règles vestimentaires dans les écoles publiques genevoises montent au front. Elles dénoncent un sexisme institutionnel et en entreprises.

Selon la Magistrate Anne Emery-Torracinta, le DIP (GE) n'est pas «l'arbitre des élégances... Dans le monde de l'entreprise, pour lequel nous préparons les jeunes, des règles assez claires sont aussi appliquées» (TdG 15.09.20). **Votre sentiment?**

Il n'est pas ici question de mode. Mais de la sexualisation des corps des jeunes filles dans leur milieu scolaire venant principalement du corps enseignant. Parler de tenue «adéquate» ou «décente», c'est laisser la liberté à chaque responsable d'établissement de définir, selon son appréciation et regard sur les corps féminins, ce qu'il est décent de montrer ou pas.

C'est une vision très patriarcale qui s'applique dans nos écoles et une logique fortement capitaliste que de former les jeunes au «monde de l'entreprise». Ce n'est pas le rôle de l'école que de préparer l'aliénation des futurs

travailleurs.euses. Ceci en freinant leur développement personnel. Qui passe aussi par l'apparence à ces âges. Le sexisme et la misogynie sont très présents dans les milieux de l'entreprise. Il faut critiquer, dès le départ, les institutions génératrices d'inégalités et qui vont créer des violences dans le milieu du travail.

Il existe l'avis qu'une «tenue correcte» éviterait les «problèmes» liés aux vêtements comme révélateurs des inégalités sociales à travers les marques. Votre réponse?

Tant qu'on évolue dans un système capitaliste, il y aura toujours des inégalités. Uniformiser les tenues des jeunes pour les mettre au même niveau, c'est cacher le problème des écarts entre catégories sociales. Cela montre qu'il n'y a même pas la volonté de s'attaquer au problème de la précarité.

De plus, un uniforme coûte cher et il faut l'entretenir. Cela n'efface nullement les marqueurs sociaux. Dans cette tranche d'âge, on a besoin de s'affirmer. Et surtout de se représenter par rapport à un groupe social et à une individualité propre. C'est anti-pédagogique de vouloir uniformiser les élèves, l'objectif étant d'avancer plutôt que de revenir à d'anciennes pratiques. Et pour ramener l'argument de l'uniforme devant la problématique des tenues des filles dans nos écoles, il suffit de taper «écolier» et «écolière» sur un moteur de recherche pour se rendre compte que même un uniforme dit «innocent» peut être détourné pour nous hypersexualiser.

Pour le DIP ces règles s'appliquent aux filles comme aux garçons. Votre réaction?

Le «t-shirt de la honte» est une pratique humiliante concernant uniquement les jeunes filles. Avancer cet argument est une façon déguisée de feindre l'égalité de traitement entre filles et garçons. C'est beaucoup moins humiliant de demander à un garçon d'ôter son couvre-chef que d'exiger d'une jeune fille de couvrir la quasi-totalité de son corps. Cela sous-entend qu'il est indécent et provocateur.

Il est incompréhensible que le corps enseignant et le DIP pratiquent le «slut-shaming» (tendance à rendre honteux et répréhensible la sexualité des femmes) déjà à cet âge-là. La liberté des femmes de s'habiller comme elles le souhaitent pose problème depuis toujours. Mais comme aujourd'hui, ce serait mal vu de prohiber, on décourage par l'humiliation publique. ■

Réponses synthétisées par Aminat Datsieva et recueillies par Jorge Simao

Le POP affiche ses ambitions valaisannes

VALAIS • Le 18 octobre, les communes du Canton éliront leur exécutif, puis leur législatif le 15 novembre. Pour ce premier tour au Municipal, le POP-Valais présente Fred Nouchi à Martigny et Adrien D'Errico à Monthey sur des listes PS-Gauche citoyenne.

Ancien membre du PS quitté l'année dernière au moment de la fondation du POP-Valais, élu au législatif de la ville sur une liste unitaire d'Alliance de gauche depuis quatre ans «pour faire barrage à l'émergence de l'UDC d'Oskar Freysinger et de sa bande» dans la cité des Couchepin, le traminot Fred Nouchi est un «animal politique». Une fibre liée à ses années de jeunesse. Ce petit-fils de résistant communiste français a grandi dans les populaires quartiers Nord à Marseille. Il distribuait le journal *La Marseillaise* au 1^{er} Mai dans la cité phocéenne. Pour animer et égayer la campagne, il n'a pas hésité à organiser des *vespacettes* (services de raquettes sur deux roues) ou 13e rente AVS dans les rues pour rencontrer la population.

Plus folle sa vie

«Ma vie est un peu folle, car je travaille aux TPG à Genève à plein temps et habite à Martigny, Mais j'arrive à participer aux trois plénums du Conseil général et aux deux sessions de commissions par mois», confesse Fred Nouchi avant sa prise de service à la place Bel-Air. L'objectif de cette année? Maintenir un siège de gauche parmi les neuf élu.e.s à l'exécutif de la commune du Bas-Valais, présidée par Anne-Laure Couchepin. «Pour y parvenir, il faut voter compact la liste PS-Gauche citoyenne, sans traçage ni coup de crayon», précise-t-il, regrettant que les Verts aient décidé de faire cavaliers seuls pour ces communales valaisannes.

Programme citoyen et social

Le parti présentera aussi quatre candidats au Conseil général sur la même liste d'union de la gauche. Avec comme but de franchir le quorum de 8%. Dans sa besace, la formation avance un programme faisant feu de tout bois. On y trouve la proposition de naturalisation gratuite pour les étrangers jusqu'à 25 ans, la défense d'une police de proximité à



Fred Nouchi voudrait instaurer des Conseils de quartiers consultatifs et délibératifs à Martigny et dans les communes du Valais pour renforcer la démocratie.

pied ou à vélo, la construction d'une nouvelle piscine gratuite pour tous et d'une patinoire aux normes pour les habitants.e.s des trois vallées ou un renforcement de l'hôpital.

«Nous défendons aussi l'idée de Conseils de quartiers consultatifs et délibératifs, ouverts à tous les habi-

tants dès 16 ans, sans distinction de nationalité, pour permettre aux autorités et à la population de se rencontrer et d'échanger. Et ainsi favoriser tant la cohésion sociale que la démocratie participative. Nous voulons aussi une réforme du droit d'initiative communal, pour qu'il ne

requière que 10% du corps électoral contre 20% actuellement», argumente-t-il. «En matière de construction, plutôt que de céder des terrains à des caisses de pensions, nous voulons un développement de nouveaux quartiers en mains publiques avec au moins 20% de logement social. C'est

ce que nous projetons pour le futur site de Pré-Magnin, près de la gare et nous voudrions aussi y construire une auberge de jeunesse», annonce Fred Nouchi.

Renforcer la culture, ciment social

En matière culturelle, le parti voudrait doubler le budget dédié pour que Martigny devienne une vraie Ville de culture. «Actuellement, le budget culturel équivaut à 150 francs par habitant. A Crans-Montana, ce budget est le double», précise cet ancien secrétaire de la section TPG du syndicat SEV. «Il faudrait que l'on vote le budget communal poste par poste plutôt que de façon globale afin d'ouvrir de vraies discussions politiques», explique-t-il encore, avouant s'être abstenu durant toute la législature de voter le budget pour ces mêmes raisons.

A terme, le parti prévoit de fonder des sections à Monthey, Martigny, Sion et Sierre et éventuellement dans le Haut-Valais. «Nous voulons construire un vrai parti cantonal unifié sans le «Bois-de-Finges Graben» entre le Haut-Valais et le Valais romand, Il travaillera de façon la plus horizontale possible, sans excès de hiérarchisation», conclut notre interlocuteur. ■

Joël Depommier

En course à Monthey et Sierre

C'est une première pour le POP, qui se présentera sur une liste PS-Gauche citoyenne aussi bien aux élections du Conseil municipal qu'au Conseil général de Monthey. Jeune travailleur social de 34 ans auprès de personnes handicapées à Collombey, Adrien D'Errico se lance à l'exécutif avec cinq colistiers socialistes et du Centre-gauche-Parti chrétien social (PCS). «L'objectif est de maintenir les deux sièges (sur 9 en lice) de la gauche au Conseil municipal. Mais surtout de faire notre entrée au législatif avec le POP-Valais», précise celui qui affronte sa première joute électorale, tout comme son camarade de parti,

Alexandre Martinez, tout en regrettant aussi le cavalier seul des Verts, en rupture de l'Alliance de gauche.

Egalité salariale

Dans ce but, les différentes forces ont rédigé une plateforme. Elle laisse une large place au progrès social sur une base locale. «Avec les nombreux licenciements dans la région comme ceux de la raffinerie Tamoil de Collombey, nous voulons créer des postes pour les chômeurs de plus de 50 ans. Mais aussi mettre en place un service de livraison pour les personnes âgées ou la gratuité du bus urbain. Nous avons des proposi-

tions en matière de mieux-vivre ensemble. Et pour favoriser un meilleur cadre de vie, en renforçant la mixité sociale ou l'économie locale. Ou en faisant la promotion de l'égalité, notamment salariale femmes-hommes», détaille le candidat. «Dans une ville cosmopolite comptant de nombreuses communautés étrangères et ouvrières, le POP a toute sa place», assure Adrien D'Errico. A Sierre, Olivier Matter, conducteur de trains et responsable de la section Région Alpes du SEV se présentera sur une liste PS et PCS au Conseil général. ■

JDr

Lausanne mise sur le participatif et le lien social

VAUD • Le budget participatif permet à la population de développer projets et liens sociaux. Les citoyens donnent ainsi leur vision du quartier, ses besoins, des outils à y développer.

Le 7 octobre, le popiste David Payot, directeur du service Enfance, Jeunesse et Quartiers, accueillait des hôtes de marque au Casino de Montbenon. Il a rappelé que la démocratie, c'est le pouvoir au peuple et loué le budget participatif.

Pour la série de projets présentés, Estelle Papaux, secrétaire générale du même service, a partagé ses expériences de projets participatifs avec ses homologues de plusieurs villes: Serge Mimouni (Genève), Maximilian Stern (Zurich) et Boris Kolytcheff (Grenoble). En effet, c'est à Grenoble que cette expérience est née, en 2014, une première en Europe! L'esprit de Porto Alegre et son manifeste de 2005 (Forum social mondial et une proposition pour un changement de société, ndlr) vit toujours dans quelques-uns de ces exemples de démarche collective.

Réalisations de projets participatifs

A Lausanne, l'idée émergeait en 1999 dans une motion du député popiste Marc Vuilleumier. Plusieurs interpellations suivirent, émanant de groupes politiques de droite comme de gauche. En 2016, la Municipalité de Lausanne initie sa volonté

d'encourager les espaces citoyens, les associations qui souhaitent réaliser des projets collectifs dans leur quartier ou lieux de vie. Dans leurs villes respectives, les responsables mentionnés plus haut facilitent l'accès à toutes les couches de la population pour finaliser leur projet: expliquer les conditions, aplanir les démarches administratives, aider à configurer un budget. Les responsables présents ont témoigné de leur réalisation préférée:

Estelle Papaux (Ls) choisit Tricot Graffiti (habiller des arbres d'œuvres textiles) ainsi que les Repas Solidaires proposés à Pôle Sud et concoctés par des migrants. Quant à lui, Maximilian Stern (Zu) évoque un comptage du passage de vélos dans les rues (pour évaluer les changements d'habitude de transports) ou la mise à disposition de crochets pour votre hamac dans les parcs en été. Serge Mimouni (Ge) apprécie un atelier pour les jeunes en rupture, qui propose des démarches sociales et des recherches d'emploi. Enfin, Boris Kolytcheff (Grenoble) nous parle d'un parc où se déroulait du deal. Les dealers ont été remplacés par une aire de jeu, sous la forme d'une monumentale dragonne (comme dans les contes de fées). En

bois, elle attire les familles par dizaines. La nombreuse assemblée a développé un débat nourri et passionnant, qui augure positivement de cette deuxième édition de budget participatif.

La ville, c'est toi, c'est vous, c'est nous!

Le samedi 10 octobre, au Forum de l'Hôtel de Ville de Lausanne, David Payot et ses collègues Julie Erard et Damien Wirths présentaient la deuxième édition des projets participatifs, dans le cadre d'une exposition consacrée à trois exemples de démocratie locale à Lausanne. Ainsi le Conseil des enfants, le Conseil des jeunes et enfin les projets participatifs. Une façon vivante de donner aussi la parole à des personnes qui n'ont pas le droit de vote. Cette initiative pionnière est évaluée par l'Université de Zurich, pour envisager des améliorations, mais aussi une reconduction. Vingt-neuf projets ont été présentés, dont vingt-six retenus, sur lesquels la population pourra se prononcer. Parmi eux, le choix peut être difficile. Voici quelques exemples de cette richesse: le poulailler, les «Poules Nord». Vingt voisins à la base de cette action de quartier, dans le respect des animaux, le bien-être animal, prévoient une chasse

collective aux œufs à Pâques. Ca Bougeotte vise la pratique du sport pour le plus grand nombre dans l'espace urbain. Bus Solidaire offre des sorties culturelles ou de plein air pour tous, mais aussi des coups de main pour le transport d'objets encombrants notamment.

Tout le monde peut s'exprimer

Chaque habitant.e de Lausanne de tous âges peut voter pour trois projets jusqu'au 29 novembre. Des urnes scellées attendent les voix dans divers lieux: locaux de l'administration, maisons de quartier, bibliothèques et même une cabine téléphonique revisitée à la rue Centrale. Ou par voie électronique, sur le site <https://www.lausanne.ch/budget-participatif>. Le droit de vote habituel n'est pas nécessaire. Le choix final sera annoncé le 16 décembre.

Un hommage a été rendu aux nombreux porteurs.euses de projets présents dans la salle. On aurait pu craindre que les idées d'activités pour créer des liens avec ses voisins, échanger des services et des contacts se raréfient après la première édition. Fort heureusement, c'est le contraire. ■

FBr

Havre dans un monde sans pitié

GENÈVE • Après «Noé», la fondation Carrefour-Rue & Coulou a inauguré un nouveau sanctuaire pour personnes sans domicile fixe, «Ulysse» à Plan-les-Ouates dans la campagne. Reportage.

Plan-les-Ouates. Cherchant ce hameau de logements provisoires bâti par la Fondation d'aide aux démunis, Carrefour-Rue & Coulou (Cr&C), surgit au loin un village aux maisonnettes colorées. La boîte aux lettres interpelle, n'affichant qu'un nom, *Ulysse*. Nous sommes à bon port, même si nous ne cherchions pas le Roi d'Ithaque.

Ilôt de paix

Rendez-vous est pris avec le mythique Noël Constant, figure de l'aide sociale à Genève. Ici point de guérite ou d'agent de sécurité. Suivant le chemin de gravillons qui serpente entre les studios mobiles, on est accueilli un groupe de personnes. Puis l'ex-Conseillère administrative genevoise de 2001 à 2020, Esther Alder (Les Verts), assure la visite du site.

Sur cette parcelle mise à disposition par la commune, Cr&C a fait installer une dizaine de préfabriqués. Tous assortis de hublots, ils sont disposés à la bonne distance pour que les personnes y habitant puissent développer intimité et vie communautaire. Pour offrir un cadre à cette dernière, une tente «façon berbère» a été dressée au milieu du hameau. Si la plupart des maisonnettes sont destinées à l'habitat en solo, deux sont assorties d'une chambre supplémentaire. Ceci pour favoriser l'hébergement de familles avec enfant(s). Enfin deux maisonnettes accueillent buanderie et salle de réunion.

L'entraide, objectif de vie

L'un des habitant.e.s offre de visiter son logis. Tout le nécessaire y est: douche, lit, kitchenette, toilettes, télévision et wi-fi. Il est exigü, mais «cosy» pour notre hôte. Qui n'a tou-



Sur la parcelle mise à disposition par la commune, Carrefour-Rue & Coulou a fait installer une dizaine de préfabriqués pour les plus démunis.e.s.

JSo

jours dormi dans un lieu sec et chaud. Ne s'est-il pas retrouvé, un temps, sans toit, comme tous ici? Impossible sur place de distinguer qui est «résident.e», voisin.e ou membre de la fondation passant pour partager un repas et un peu de bonne humeur.

Autour d'un succulent poulet, un ancien chef cuisinier évoque les difficultés que peuvent connaître les employé.e.s. lorsque leur riche patron met la clef sous la porte. A la vue de plates-bandes en friche, on interroge les convives: «Vous pensez y faire un jardin participatif?». La réponse de Vince Fasciani, membre de Cr&C, fuse: «Vous avez un langage de tra-

vailleur social», avant de nous taquiner en proposant un café «participatif». Il précise que «le but est que les gens puissent s'approprier l'endroit. Cela même s'ils sont de passage, en y cultivant ce qu'ils veulent, un potager ou un jardin».

Un cheminement ardu

Arrive Noël Constant. D'où est partie l'idée de hameaux pour les personnes qui sont mal ou pas logées? «Au départ nous avions des studios à gauche et à droite, en pagaille... Pour certains nous avons été chassés après que les immeubles furent rachetés par des financements étrangers», raconte-t-il.

Il évoque alors le cheminement administratif «kafkaïen» accompli avec sa fondation. Pour aboutir à un premier hameau baptisé *Noé*.

«Vous savez comment cela se passe, les conseillers d'Etat font un mandat (ou deux-trois, ndlr). Ainsi, à chaque fois, il faut recommencer avec le suivant. Et certains font comme si (les moyens publics), c'était à eux», s'exclame-t-il. L'infatigable Noël Constant rappelle le soutien du maire de la commune, Xavier Magnin (PDC). En effet, si le terrain sur lequel est bâti *Noé* appartient à un privé, qui a «lui aussi connu la galère», pour *Ulysse*, c'est un prêt de la commune.

Interrogé sur les parcours de vie conduisant à être sans abri, et à faire escale ici, N. Constant précise. «Ils avaient tout, familles, enfants. Ils étaient architectes, médecins... Puis un jour, survient une rupture, une difficulté.» Il nous livre alors le cœur du projet. «Permettre de rebondir. Ainsi, par exemple, avoir une adresse est très important pour pouvoir gérer sa situation administrative». En effet, celles et ceux qui trouvent refuge ici ou à *Noé*, n'ont pas vocation à y demeurer. Environ 40% parviennent, dans les 1 à 2 ans, à trouver «un nouveau bout de terre où se poser», au moins pour un temps.

Vince Fasciani s'inquiète alors de l'avenir. «La crise de l'immobilier et le risque de fermetures à venir - liées à la crise sanitaire - vont accentuer la loi du plus fort, la pire. Cela me révolte. La seule vraie règle qui fait l'humanité, c'est l'entraide». Malgré l'inquiétude, N. Constant et V. Fasciani restent déterminés et confient avoir d'autres projets avec Cr&C.

Chaleur humaine

Avant notre départ, un habitant résume sa vie dans le havre. «Ce lieu est un tremplin où l'on vit dans la bienveillance». Avant de proposer de partager un café, avec lui et une autre habitante.

On évoque alors la Genève de l'argent, de l'apparat et de la superficialité, ses violences, son calvinisme et ses pauvres, dont on ne parle pas. «On a parfois honte d'évoquer la pauvreté», lâche l'un des hôtes. Au moment de quitter cet îlot, nous réalisons que notre barque est plus légère tant il règne en cet endroit, un peu de douceur parmi un monde genevois des plus rude. ■

Jorge Simao

Pour une meilleure protection des apprenti.e.s

NEUCHÂTEL • L'apprentissage offre de belles opportunités. Il est choisi par de nombreuses personnes. Qui font face au stress, heures supplémentaires et harcèlement. Une députée popiste interpelle le Conseil d'Etat.

«J'ai fait un burn-out à cause de la pression au travail»; «on fait toutes les semaines des heures supplémentaires»; «ça m'arrive souvent de bosser tout seul sur les toits»; «le plus grand point négatif dans mon apprentissage, c'est le stress. J'ai carrément eu des symptômes». Discutant avec des apprenti.e.s, il n'est pas rare d'entendre des témoignages pareils. Ils furent récoltés ces derniers mois dans plusieurs cantons par les Jeunes POP, dans le cadre de leur campagne «Plus de droits pour les apprenti.e.s». Les difficultés rencontrées lors des apprentissages ont déjà été soulevées à plusieurs reprises, notamment par des sondages d'Unia. L'enquête «Comment se passe ton apprentissage» révélait en 2019 des statistiques inacceptables. Un tiers des apprenti.e.s disait avoir été harcelé.e.s sur le lieu de travail et 70% se sentir parfois stressé.e.s.

Alors que la voie de l'apprentissage est encouragée par le Canton de Neuchâtel, la députée popiste au Grand Conseil Sarah Blum a interpellé en mars 2020 le Conseil d'Etat neuchâtelois quant aux outils mis en

place par celui-ci afin de faire respecter les droits des apprenti.e.s. La réponse apportée par le gouvernement neuchâtelois fin août se veut peut-être rassurante. Mais elle reste insuffisante. Elle confirme qu'il est toujours nécessaire d'accroître la protection des apprenti.e.s sur le lieu de formation.

Protection sur demande

Dans le Canton de Neuchâtel, les conseiller.ère.s en formation professionnelle (CFP) ont des missions de trois ordres. En premier lieu, conseiller les formateur.trice.s et apprenti.e.s sur la formation professionnelle et le droit du travail. Ensuite, soutenir les apprenti.e.s et les entreprises. Enfin, surveiller le bon déroulement de l'apprentissage. Pour ce faire, les CFP rendent visite aux apprenti.e.s afin de vérifier notamment le respect des clauses du contrat (horaires, salaires, vacances...).

Dans sa réponse à l'interpellation popiste, le Conseil d'Etat confirme qu'il est prévu que les apprenti.e.s reçoivent durant la formation, au minimum une fois la visite d'un.e conseiller.ère. Il en profite pour

saluer leur travail et les 1862 visites effectuées en 2019. En plus de ces visites en entreprises, les CFP se rendent dans les classes en automne lors de la première année d'apprentissage afin d'informer et transmettre leurs coordonnées à utiliser «en cas de difficultés figurant sur les contrats d'apprentissage». Ainsi, le Conseil d'Etat précise que «lorsqu'une difficulté est signalée, les CFP interviennent immédiatement et dans tous les cas».

Respect des droits en question

Il est certes rassurant de savoir que des interventions ont lieu lorsque le ou la CFP est informé.e d'un problème. Sans quoi, il y aurait encore plus de soucis à se faire. Mais rien ne prouve que cela suffise à garantir le respect des droits des apprenti.e.s. L'intervention repose en effet sur la dénonciation du problème. Dans le cas où un.e apprenti.e se trouve en difficulté face à sa hiérarchie, cela signifie que la dénonciation repose principalement sur ses épaules. Or, dénoncer un.e supérieur.e, n'est pas simple, qui plus est lorsqu'on est potentiellement un.e mineur.e face à un.e adulte. De plus, cela suppose que

la personne en apprentissage connaisse ses droits, ce qui n'est pas si facile au vu de la multitude de textes législatifs encadrant ce type de formation.

Défendre et informer sur les droits

On peut saluer les CFP pour leur travail. Mais le manque de remise en question du Conseil d'Etat dans sa réponse pose problème et confirme l'importance de continuer à renforcer les droits des apprenti.e.s. Certes, il est précisé que, selon un sondage effectué en 2016 auprès des entreprises formatrices du canton, le taux de satisfaction était de plus de 86% par rapport à la surveillance, mais aucune précision n'est donnée sur qui a été interrogé. Par ailleurs, le fait d'ajouter qu'il est donc faux et même indélicat de mentionner que les visites des CFP sont très rares ou qu'il s'agit également de ne pas oublier que les apprenti.e.s ont bien évidemment des droits, mais aussi des devoirs» a de quoi interloquer.

Il suffit de rencontrer des apprenti.e.s pour que plusieurs mentionnent des situations de harcèlement ou d'autres difficultés rencon-

trées personnellement ou par certaines de leurs connaissances. Ceci sans pour autant qu'ils.elles acceptent de témoigner ouvertement, même sous couvert d'anonymat.

Situations problématiques

Après avoir mené un sondage auprès des apprenti.e.s, les Jeunes POP ont pu se rendre compte des situations souvent délicates voire scandaleuses auxquelles doivent faire face les personnes en apprentissage. Une campagne demandant des contrôles plus efficaces et réguliers sur les lieux d'apprentissage ainsi qu'une meilleure information sur les droits des apprenti.e.s a été lancée en août 2020 dans plusieurs cantons. La récolte de signatures pour la pétition arrive à son terme. Espérons que les centaines de signatures permettront une meilleure prise de conscience, notamment du gouvernement neuchâtelois. ■

Isis Joliat

Il est encore possible de signer la pétition jusqu'au 23 octobre sur www.jeunespop.ch ou d'envoyer à suisse@jeunespop.ch des témoignages qui seront publiés anonymement.

«Une génération en voie d'être sacrifiée»

HAUT-KARABAKH

Le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie entre dans sa troisième semaine d'affrontements. Les centaines de morts et l'attente pour les jeunes Arméniens d'être envoyés sur le front plongent le pays dans un état de guerre. Reportage à Erevan.

Au numéro 38 de la rue Isahakyan, une vingtaine de femmes s'activent devant d'immenses sacs pleins de draps, vêtements, nourriture. Au cœur d'Erevan, cette galerie d'art a été transformée en un local humanitaire où l'on récolte diverses contributions pour le Karabakh. Toutes les générations s'y retrouvent. Au milieu d'elles, Zaruhi Muradyan, la soixantaine, vêtue d'une chemise à carreaux, s'affaire. Cette artiste reconnue qui dirige la salle d'exposition a eu l'idée d'en faire un lieu de solidarité. «Chaque jour, près de trente personnes viennent ici spontanément offrir leur aide d'une manière ou d'une autre. Certains déposent du linge, des boîtes de conserve, des fruits, ou de l'argent. D'autres nous aident ici à recueillir les donations, les trier, pour que tout soit prêt quand nos chauffeurs arrivent pour repartir avec les chargements en direction de Lachin stratégique corridor reliant l'Arménie au Haut-Karabagh, ndr)», nous explique-t-elle.

La collection qui est encore accrochée aux murs - des photos représentant des natures mortes réalisées par une ethnographe - a été inaugurée la veille du conflit, le 26 septembre. Dans la pièce, les œuvres restent là, leur vente sera transformée en don pour le Haut-Karabakh. (...)

Entre deux renseignements et appels téléphoniques, Zaruhi Muradyan se replonge dans son passé de commandante sarmate (peuple établi dès l'Antiquité dans la plaine qui borde au Nord. la mer Noire, de part et d'autre du Don, ndr) et nous raconte qu'«à la fin des années 1980, (elle a) connu (s)on mari qui pilotait en tant que commandant des avions d'une quarantaine de places vers le Karabakh pour transporter les gens, des produits, des armes, de l'essence et des cigarettes. Car le corridor de Lachin n'existait pas encore à l'époque. En 2016, avec mon mari, quand les combats ont éclaté, on a décidé à nouveau de les soutenir. On a pris notre voiture, acheté des batteries, des chaussettes, des cigarettes, des imperméables et direction Talish (hameau de 500 habitants perdu dans les collines du Karabakh, ndr)». Rien n'a vraiment changé.

Dans le sud-est de la capitale, le quartier Erebouni, connu surtout pour les vestiges de l'ancienne forteresse du royaume d'Ourartou, a vu sa tranquillité s'interrompre au rythme des hélicoptères qui ramènent les blessés. A une centaine de mètres du centre hospitalier d'Erebouni, dans l'arrondissement de Vardashen, sur la 7e rue, on est accueilli par Irina Oboronina et ses quatre enfants. Elle a fui les combats comme des dizaines de milliers d'habitants de la République



L'association Suisse-Arménie Sarkis Shahinian a manifesté le 8 octobre à Berne pour demander la fin du conflit armé.

autoproclamée de l'Artsakh (ou Haut-Karabakh). «Le bruit des roquettes, des tirs, les maisons qui explosent... Je ne voulais pas rester pour que mes enfants subissent encore davantage ce drame. On a peut-être tout perdu mais au moins, ils sont en vie. Une fois cette guerre terminée, nous repartirons là-bas, reconstruire encore», raconte-t-elle, les larmes dans les yeux. Son mari est resté avec d'autres pour se battre.

Petit à petit, Erevan et ses habitants se transforment. Si les affrontements semblent loin de la capitale arménienne, elle s'enfoncé ostensiblement dans un état de guerre. L'ombre majestueuse des pics neigeux du mont Ararat ne détend plus l'atmosphère. Depuis l'offensive azerbaïdjanaise du 27 septembre sur le Haut-Karabakh, la loi martiale et la mobilisation générale ont été décrétées.

«L'impact de ces armes démontre qu'elles ne sont pas conventionnelles»

Le conflit qui a éclaté dans le Karabakh s'est donc étendu à toute l'Arménie, avec les nombreux morts et les milliers de blessés. Les divers témoignages de médecins et d'associations confirment un bilan qui dépasserait les 500 décès. Le docteur franco-arménien Kevork Apkarian a pu constater un certain nombre de cas : «Les poumons brûlés,

la colonne estropiée, de nombreux impacts à la tête... J'avoue ne jamais avoir vu de tels dégâts physiques causés sur l'homme. Pourtant, en tant que médecin dans une clinique et durant la guerre de 1991, je pensais avoir fait le tour des horreurs. Au terme du conflit, on aura de nombreux handicapés. L'impact de ces armes démontre qu'elles ne sont pas conventionnelles.»

Des affiches à la gloire des soldats décorent les nombreuses rues de la capitale. Des clips vidéo célébrant l'armée sont également projetés au-dessus de certaines boutiques. Avec une troisième semaine de guerre qui s'annonce, le sentiment patriotique a gagné Erevan et l'ensemble de l'Arménie. Mais la peur hante de plus en plus les discussions. Le soleil et les températures printanières ne rassurent guère. Dans la zone piétonne de l'avenue du Nord, sur les terrasses des cafés, la colère et l'inquiétude se mélangent. «Nous vivons une catastrophe humanitaire. Il suffit de voir les dates de naissance des soldats ou des volontaires décédés. Ils n'ont pas plus de 25 ans! Vous croyez que les Arméniens vont laisser un tel drame se produire sans réagir? Nous n'attendrons pas un nouveau génocide», condamne Tigran, un jeune père d'une trentaine d'années.

De nombreux Arméniens comprennent la

frustration de l'Azerbaïdjan face à des négociations qui n'ont pas avancé depuis la trêve de 1994. «Ce statu quo nous était profitable. Seulement, depuis 26 ans, ils veulent récupérer l'enclave et les territoires sans contrepartie. Que faire?» interpelle Boris Navassardian, qui a participé au début des négociations dans les années 1990. La reconnaissance de la République de l'Artsakh s'impose comme l'un des éléments incontournables, désormais. «Cela fait partie des mesures à prendre au niveau international pour éviter que ce conflit explose tous les ans. La restitution d'un certain nombre de territoires est acceptée à partir du moment où la sécurité des gens au Karabakh s'avère assurée. Car si l'enclave tombe entre les mains des Turcs et des Azéris, il faut craindre des massacres», analyse Boris Navassardian, désormais responsable du club de presse d'Erevan.

En face de l'immense bâtiment de l'ambassade de Russie, au numéro 10 de la rue Zakyan, le Parti communiste d'Arménie accueille quelques militants. Plusieurs actions sont prévues devant l'ambassade de Turquie ou la représentation de l'Otan si aucun cessez-le-feu n'aboutit rapidement. «Nous sommes devenus un pays qui sert de fromage à diverses puissances. Russie, Turquie, Israël, Iran, Etats-Unis, France et des combattants venus de Syrie, d'Afghanistan... Les deux populations paient le prix de leur présence. Il faut arrêter cette guerre, notamment pour l'Europe qui pourrait se retrouver avec un conflit aussi complexe que la Syrie à ses portes. Seul Moscou peut obtenir un cessez-le-feu. Mais Ankara entend faire partie de la solution ou avoir quelque chose en échange», décrypte Erdjanik Kazarian, le secrétaire du Parti communiste arménien. Ce jeu des grandes puissances demeure incompréhensible pour les habitants du Karabakh. Sous les bombes à Stepanakert, Guenrikh Movsisyan, resté tenir la ville, souhaite croire à la paix : «Il faut arrêter ces destructions et ces centaines de vies disparues, et négocier. Si l'Azerbaïdjan veut récupérer ses territoires aux alentours de l'Artsakh, nous lui donnons. Mais en échange, il faut que Bakou reconnaisse notre indépendance.» En attendant la trêve, à proximité de la place centrale d'Erevan, des jeunes continuent de distribuer des vêtements pour les réfugiés. «Espérons que nos actions s'arrêtent rapidement», souhaite Achot, la vingtaine, qui organise la collecte. ■

Vadim Kamenka

Paru dans *L'Humanité*

«Un procès historique» pour les victimes de l'agent orange

FRANCE • Le Tribunal de grande instance d'Evry, en banlieue parisienne, a décidé d'ouvrir le procès le 25 janvier, suite à la plainte de la franco-vietnamienne Trân Tô Nga contre les multinationales de la mort de la Guerre du Vietnam.

Le procès de la dernière chance, qui permettrait à toutes les victimes vietnamiennes de voir la responsabilité des sociétés américaines ayant produit ou commercialisé l'agent orange établie, a été reporté. Pour des raisons sanitaires, l'audience des plaidoiries qui devait avoir lieu lundi 12 octobre au tribunal judiciaire d'Evry a été ajournée au 25 janvier. Ce procès qui oppose Tran Tô Nga, (1) ancienne agente de liaison du Front national de libération du Sud Vietnam puis correspondante de guerre de l'Agence d'information de libération, à quatorze firmes états-uniennes - dont Monsanto et Dow Chemical - est ainsi chargé de faire reconnaître le lien de cause à effet entre l'exposition à l'agent orange épandu par l'armée américaine

et toutes les pathologies développées par les personnes exposées (cancers et malformations génétiques).

Quatrième génération d'enfants malades

De 1961 à 1975, 80 millions de litres de défoliants ont été épandus sur le Vietnam afin de déloger la résistance de ses caches. Au risque de l'écocide: certains pans de forêt ont été durablement détruits, certains fruits ont subi des mutations génétiques et les nappes phréatiques et les sols restent contaminés. Les corps, aussi. Le Vietnam assiste impuissant à la naissance de la quatrième génération d'enfants malades. «C'est un procès unique, historique, politique et pédagogique», martèle Tran Tô Nga, qui a été expo-

sée à deux reprises à l'agent orange et souffre désormais d'un diabète de type 2, d'un système immunitaire défaillant, de maux de tête et de nodules sous-cutanés. Sa première fille, née en 1968, a la peau qui part en lambeaux quelques jours après la naissance, et meurt de la tétralogie de Fallot à 17 mois. Ses deux autres enfants souffrent respectivement d'alpha-thalassémie, une maladie du sang, et de chloracné, qui affecte la peau.

L'espoir de millions de victimes

Ce procès est également un combat de David contre Goliath. Les multinationales surpuissantes ont tout tenté pour faire traîner la procédure. «La complexité tient au fait que l'ensemble des sociétés sont aux Etats-Unis, où le

droit diffère. Nous avons dû faire traduire l'ensemble des documents par des traducteurs assermentés pour que les actes soient réguliers», précise Amélie Lefebvre, l'une des avocates de Tran Tô Nga, qui demande le versement d'une indemnité pour les dommages corporels et moraux.

Les entreprises chimiques se dédouant de leur responsabilité en arguant qu'elles répondaient alors à une commande du gouvernement américain en temps de guerre.

En 1984, les vétérans américains ayant servi au Vietnam et ayant développé des pathologies ont pourtant obtenu gain de cause et reçu une indemnité de 180 millions de dollars. La justice américaine rejette en revanche l'action des civils améri-

cains et vietnamiens. Dans les faits, si un tribunal français établissait le lien de cause à effet entre l'exposition à la dioxine et les maladies développées par Tran Tô Nga, les millions de victimes vietnamiennes pourraient espérer prétendre à des indemnités pour des soins extrêmement lourds et onéreux. «C'est pourquoi nous soutenons M me Nga dans ses démarches», assure Truong Pham, responsable de la communication à l'Association vietnamienne pour les victimes de l'agent orange (Vava), qui a récolté plus de 400'000 signatures en appui à Tran Tô Nga. ■

Lina Sankari

Paru dans *L'Humanité*

(1) voir aussi l'interview de Tran Tô Nga dans *Gauchebo*, 28 juin 2018

L'histoire dans les oubliettes

ÉCONOMIE • Petite revue de la situation économique à travers quelques citations célèbres. De Thomas Jefferson à Albert Einstein.

En 1802, alors dans sa deuxième année de présidence, Thomas Jefferson (1743-1826) dans une lettre adressée au secrétaire au Trésor, disait : «Je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que des banques privées contrôlent leur monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleuriront autour des banques priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront, sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquise.»

Vision anticipatrice

Étonnant qu'un homme politique du début du 18^e siècle, un des pères de la Déclaration d'Indépendance, mais aussi philosophe, inventeur et esclavagiste notoire, eut une vision prémonitrice sur la situation que nous vivons aujourd'hui, plus de 220 ans plus tard. En effet, aux Etats-Unis et durant plus d'un siècle, soit jusqu'en 1913, une clique dominante, issue du commerce international et du monde politique a intensément œuvré à la création d'une entité bancaire qui contrôlerait l'émission de la monnaie.

Après les multiples faillites des Etats en Europe ou ailleurs (effort de guerre, spéculation, impression monétaire), ces lobbyistes ont



Le bilan de la Banque Centrale Européenne atteint 66% du produit intérieur brut de la Zone euro.

convaincu le Congrès d'adopter une loi qui allait donner naissance à la Fed, la Réserve fédérale des Etats-Unis. Le postulat était que les Etats sont incapables de gérer l'impression monétaire, alors que passer par des établissements privés, contre paiement d'intérêts sonnants et rébuschants, leur permettrait de gérer au mieux les destinées de leur peuple.

Kennedy bat monnaie

Depuis, le seul qui eut l'outrecuidance de s'opposer aux pouvoirs de la Reserve Fédérale fut John Fitzgerald Kennedy. En juin 1963, il décréta le pouvoir constitutionnel de créer et d'émettre des certificats-argent (billet). Plus de 4 milliards de dollars furent émis. Le Président assassiné en

novembre 1963, les billets furent immédiatement retirés de la circulation. On ne s'attaque pas impunément aux puissants.

Et Kennedy n'avait sûrement par lu un banquier du nom de Mayer Amschel Rothschild (1744-1812), dont les descendants sévissent encore de nos jours dans le domaine de la finance. Il avait écrit : «Permettez-moi d'émettre et de contrôler les ressources monétaires d'un pays et je me moque de celui qui écrit ses lois».

Banques centrales: état d'alerte

La France a fait de même avec la loi sur la Banque de France du 3 janvier 1973, texte appelé par certains «loi Pompidou-Giscard-Rothschild». Puis l'article 104 du traité de Maastricht et

l'actuel article 123 du traité de Lisbonne ont définitivement transféré la politique monétaire des pays de l'Euro à la Banque Centrale Européenne.

Aujourd'hui, la très grande majorité des banques centrales sont dans une situation plus que préoccupante. Le bilan de la Banque centrale européenne atteint 66% du produit intérieur brut de la Zone euro à 6700 milliards d'euros. Le bilan de la Banque nationale suisse atteint plus de 850 milliards de francs suisses, soit 122% du PIB, avec plus de 90% des avoirs libellés en monnaie étrangère. Plus de 100 milliards de dollars sont investis dans des actions américaines comme Microsoft, Apple ou Google.

Boom du crédit et krach

Ludwig von Mises (1881-1973), économiste de l'école autrichienne qui défendait le capitalisme et le libéralisme, soutenait que l'étalon-or était le seul système monétaire viable et disait qu'«il n'y a aucun moyen d'éviter l'effondrement final d'un boom provoqué par l'expansion du crédit. L'alternative est de savoir si la crise doit arriver plus tôt, par l'abandon volontaire d'une expansion supplémentaire du crédit, ou plus tardivement, comme une catastrophe finale et totale du système monétaire affecté».

Or, depuis la crise financière de 2008, les banques centrales ont

adopté une politique monétaire non conventionnelle qui consiste à racheter massivement des titres de dettes (bons du trésor, obligations et actions). Ce programme porte le nom de «Quantitative Easing». Ce n'est ni plus ni moins que de la création monétaire ex-nihilo. L'objectif est de relancer l'économie en favorisant les investissements.

Sauf que cela ne fait qu'augmenter le prix des actions, raison pour laquelle les indices boursiers ont atteint le même niveau qu'avant la crise sanitaire. Le problème c'est qu'une fois qu'on utilise cet outil, on ne peut plus s'en passer. Le Japon a ainsi commencé en 2000 et la Banque du Japon a bientôt racheté le tiers de l'économie japonaise. Pire encore, les Etats-Unis ont expérimenté ce qu'on appelle l'«Helicopter Money». Soit l'envoi direct à la population de chèque hebdomadaire. Résultat de cette politique expansionniste: les Etats-Unis ont créé plus d'argent en trois mois que depuis la crise de 2008. Un jour, un flocon de neige, celui de trop, déclenchera l'avalanche.

Dernière citation en forme de conclusion, il s'agit d'Albert Einstein (1879 - 1955). Il disait que «la folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent». L'avenir nous dira si ces personnalités célèbres du passé auraient mieux fait de se taire. ■

Patrick Savioli

Barbarie ou sérénité?

ANALYSE • Faisons un tour dans la macroéconomie. De nombreux livres sont truffés de chiffres qui donnent le vertige.

Ces chiffres sont démesurés. Difficile d'imaginer ce qu'ils représentent vraiment. Depuis 40 ans et le triomphe du néolibéralisme, on ne favorise plus que les milliardaires. En Suisse comme ailleurs. Les milliards s'entassent dans leurs coffres. Ils ne savent plus qu'en faire et les Etats s'endettent.

Au 31 décembre dernier, les Etats-Unis annoncent une dette de 54'325 milliards de \$, plus de 250% du produit intérieur brut annuel (PIB). Accélération. Les dettes publiques et privées ont augmenté en un an de 2440 milliards de \$. Un chiffre qui correspond au PIB de la France. C'est cette accumulation de dettes qui maintient la croissance américaine.

Dettes astronomiques

L'homme politique français, Pierre Larrourou, rappelle dans *Aujourd'hui, l'esprit se révolte* qu'il

faut cinq doses de dette pour une de croissance. Et la Chine, déstabilisée par la crise de 2008, fait la même chose. Sa dette équivaut aussi à 250% de son PIB. Si un milliard de billets de 1000 frs représente un «tas» de 80 mètres, 255'000 milliards représentent plus de 20 km de haut. Terrelune: 284'400 km. Inimaginable. Fin 2019, la dette mondiale atteint le record de 255'000 milliards de \$. Soit 322% du PIB, c'est-à-dire de la richesse que l'humanité est capable de produire en trois ans et autant de mois. Et cela avant les sommes fabuleuses que les Etats ont promises pour endiguer les effets du Covid-19.

En août 2007, Michel Rocard affirmait : «Plus personne n'ose parler de capitalisme, or ce système entre dans une crise suicidaire à moyen terme pour l'humanité». L'ancien homme d'Etat français n'est plus là et nous sommes rentrés dans son moyen terme avec les crises climatiques,

financières, sociales, démocratiques. Nous approchons du point de non-retour, d'effondrement. Je tire du livre cité plus haut l'information selon laquelle en 2019, si la dette fédérale des USA a augmenté de 2,3%, la dette privée a, crû de 11,4%. Or, ce sont bien les dettes privées qui sont les plus dangereuses. Elles ont été à l'origine de la crise de 2008 et des millions de faillites, dont celle de Lehman Brothers (banque d'investissement multinationale, ndlr) a été la plus médiatisée.

L'exemple de Roosevelt

Copions ce qu'a fait Roosevelt en accédant au pouvoir. Il a su maintenir la démocratie dans son pays alors que les peuples d'Europe sombraient dans la dictature et la barbarie. Qu'a-t-il fait? Il a exigé des prélèvements fiscaux considérables chez ceux qui bénéficiaient du régime capitaliste. D'entrée, le budget fédéral a été mul-

tiplié par trois. Des millions d'emplois ont été créés. Le budget est resté équilibré par des impôts prélevés sur les bénéfices des entreprises et les revenus des plus riches. Il a été traité de «communiste», l'injure suprême. La guerre a multiplié son budget par 10 en 15 ans. Les millionnaires l'ont détesté mais des millions de femmes et d'hommes ont retrouvé la dignité. Un exemple à suivre.

Pierre Larrourou plaide pour une taxe sur les transactions financières (TTF) proposées en 1972 déjà par le Prix Nobel d'économie, James Tobin. Si nous payons tous une TVA sur tous nos achats essentiels, pourquoi ceux qui achètent des actions ne devraient-ils par passer aussi à la caisse? Comme avant la deuxième guerre mondiale préférons-nous risquer la barbarie ou au contraire choisir la sérénité? ■

Pierre Aguet



LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Les contraintes de l'habillement des femmes

«Une femme ne portera pas un habit d'homme, et un homme ne mettra point un vêtement de femme; car quiconque fait ces choses est en abomination à Yahweh, ton Dieu»
2 Deutéronome XXII, 5.

Pourtant, les vêtements des hommes et des femmes se ressemblaient: tunique et robe, mais plus larges et plus amples pour ces dernières. À l'époque gréco-romaine, on porte la tunique, elle-même, recouvrait la tunique, une chemise longue cousue sur chaque côté. Ces deux habits étaient unisexes. C'est seulement à la Renaissance que la robe devient un vêtement exclusivement féminin. Depuis la fin du Moyen Âge, les hommes portent la culotte et les femmes, la robe.

Du 15^e au 18^e siècle, la femme est corsetée, la ceinture étranglée et le bas du corps noyé sous les plis. Un corsetage qui redresse et dresse, à la fois, les femmes. L'historien Georges Vigarello parle même d'un enjeu de culture: «L'habit court masculin opposé à l'habit long féminin souligne la différence entre l'homme confronté au travail et la femme confrontée au décor, les unes vers l'esthétique, les autres vers la fonctionnalité.»

Les Lumières et l'invention des sciences naturelles permettent de desserrer l'étau, on prend enfin conscience de la souffrance du corps féminin: l'usage d'un corset, sur le long terme, dégrade la peau mais blesse aussi les organes internes. Sous l'effet de la compression, l'estomac et les intestins remontent et viennent endommager le foie, la rate et les reins. C'est la Révolution française qui libère la femme et allège les robes. Dès 1789, la silhouette féminine tend à ressembler à celle de l'Antiquité grecque: la robe devient fluide et plus légère, avec un seul lacet sous le sein.

À la fin du 18^e siècle, quelques femmes osent même le pantalon, immédiatement interdit. Christine Bard, historienne spécialiste de l'histoire des femmes, observe que l'interdiction du port du pantalon permettait également d'exclure les femmes de la pratique du sport.

En 1926, Coco Chanel lance des ensembles en jersey souples, utilisés auparavant comme sous-vêtements. Après la Deuxième Guerre mondiale, la taille de la robe diminue; Mary Quant et André Courrèges offrent aux femmes la minijupe leur permettant «une libre disposition de leur corps», souligne Georges Vigarello.

Les femmes ne veulent plus se laisser dominer et imposer un style vestimentaire. Grâce à Yves Saint Laurent, le pantalon prend rapidement le dessus et, dès 1965, la production de pantalons dépasse celle des robes et des jupes. Vigarello se demande: «Et si la victoire du pantalon sur la robe était due au fait qu'elle a bien trop longtemps été un signe de contraintes pour les femmes?»

Mais le pantalon féminin n'est pas accepté partout. En 2009, une journaliste soudanaise, Lubna Hussein, encourt quarante coups de fouet pour avoir porté un pantalon, un vêtement d'homme, en public. La loi islamique nous ramène parfois à la mentalité des temps bibliques...

Les vêtements que portent les politiciennes sont scrutés à la loupe et toujours critiqués, alors que la tenue des hommes ne suscite pas de commentaire. Le vêtement rend à la fois visible une femme en même temps qu'il l'ostracise. Selon Simone de Beauvoir (1908-1986), la fixation autour du vêtement signalerait l'ambiguïté du statut du sujet féminin dans la sphère publique. Dans *Le deuxième sexe* (1949), l'écrivaine et philosophe existentialiste soutient que la femme est à la fois sujet de sa propre existence et objet du désir masculin. De plus, les politiciennes mettent à mal le *boys' club* de la politique traditionnelle: leur présence opère un changement culturel dans l'arène politique. Ce qui suscite des résistances de tous genres, jusqu'aux réflexions et attitudes les plus machistes.

En 2012, la robe colorée portée par Cécile Duflot, ministre du Logement, a déclenché sifflés et remarques déplacées de la part de ses homologues masculins. Pourtant, c'était une tenue de ville appropriée. Duflot a d'ailleurs déclaré, à la suite de cette affaire: «Je suis un baromètre à réacs. Certains de mes collègues arrivent en blouson de cuir à l'Élysée, d'autres en jean et pull à l'Assemblée, ça ne suscite rien. Moi, j'aime quelque chose.»

À peine le bébé est-il né que les commerces proposent de le vêtir de manière qu'on identifie immédiatement son sexe, comme s'il fallait le «classer» le plus vite possible dans l'une de ces deux catégories. Or cela n'a pas toujours été le cas. Pendant longtemps, les bébés étaient emmaillottés, puis les petites filles et les petits garçons ont porté le même type de vêtement, une robe de coton blanc, jusque vers l'âge de 6 ans. Cette pratique a perduré jusqu'à la fin du 19^e siècle pour des raisons de commodité. La forme permettait en effet de changer l'enfant plus facilement, la matière et la couleur de faciliter le nettoyage.

Selon Christine Bard, il est possible d'établir un parallèle entre le masculin prétendument «neutre» de la langue française et les vêtements «unisexes». Une personne vêtue avec des habits non genrés aura tendance à sembler masculine, selon les normes actuelles. C'est sans doute pour cette raison que les personnages féminins sont toujours représentés avec des attributs clairement féminins dans les ouvrages pour enfants, les bandes dessinées etc. On assiste ainsi à une tendance à l'hypersexualisation des vêtements des petites filles (petits talons, push-up, dos nus, etc.). Les filles sont davantage visées par des injonctions vestimentaires que les garçons, dès le plus jeune âge, de surcroît contradictoires. Les réactions ne sont pas les mêmes face à un slip ou un caleçon qui dépasse d'un jean. Leur tenue aura tendance à susciter des commentaires, qu'elle soit jugée trop provocante ou trop informelle. Et une fois que ces petites filles auront grandi, la société les incitera à se demander si leur tenue est bien adaptée à la situation, par exemple lors des procès pour viol.

En résumé, même si les filles et les femmes ont plus de choix dans leur habillement, elles sont plus contrôlées, critiquées, stigmatisées. De l'école, comme on le voit dans l'affaire du «t-shirt de la honte» jusque sur le lieu de travail. Décidément, l'égalité n'est pas encore acquise...

Huguette Junod

Une nouvelle architecture de montagne

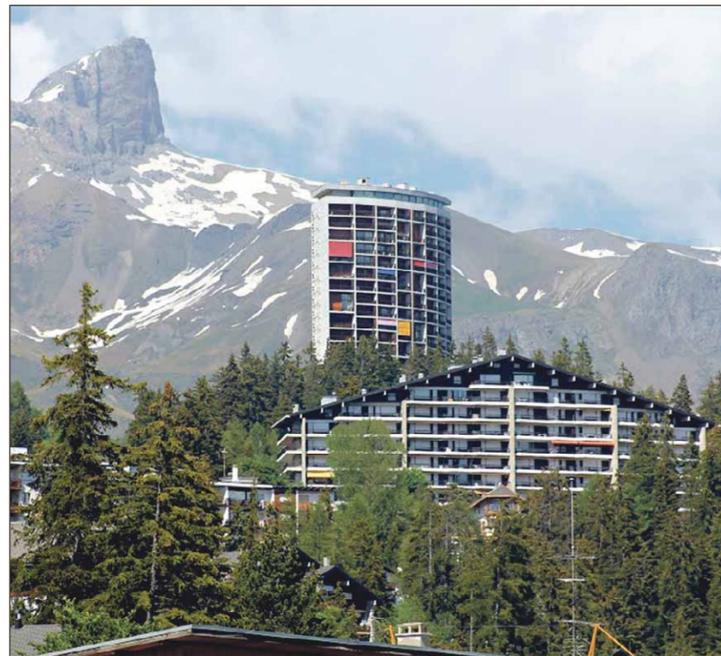
LIVRE • L'architecte Jean-Marie Ellenberger a fortement contribué à remplacer le style «chalet suisse» par le modernisme.

Depuis le début du 20^e siècle, le «chalet suisse» règne sur la construction dans les montagnes. En réalité, c'est une invention et une image d'Épinal qui relève du «kitsch alpin». Car il n'y a pas de chalet «suisse». Un chalet de l'Oberland bernois n'a rien de commun avec une habitation du val d'Hérens ou une maison de l'Engadine. Pourtant le colonel Giroud, président du *Heimatschutz* depuis 1947, ainsi que l'écrivain conservateur valaisan Maurice Zermatten, se sont évertués à défendre cette architecture pseudo-traditionnelle contre les réalisations modernistes en Valais. Celles-ci n'ont certes pas attendu Jean-Marie Ellenberger. Dès 1932, l'architecte Alberto Sartoris (1901-1998) provoquait le scandale, en construisant une église moderne en béton à Lourtier, dans le val de Bagnes. Mais Ellenberger a joué un rôle important dans le modernisme architectural, d'abord à Genève puis en Valais. C'est à ce dernier que l'historienne de l'art Sylvie Doriot Galofaro a consacré un ouvrage fort intéressant et richement illustré. Nous passerons donc rapidement sur la période genevoise.

Église en béton, un scandale

Jean-Marie Ellenberger (1913-1988) a laissé une forte trace à Genève. On lui doit notamment – en collaboration avec d'autres architectes – l'ancienne aéro-gare de Genève-Cointrin (1944-1949), la réalisation de la tour de contrôle de celle-ci (1980-1984), l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal en spirale et en béton, à l'avenue d'Aire, ainsi que les plans de Palexpo. Il est aussi l'auteur du projet le plus abouti de traversée de la rade, un véritable serpent de mer à Genève! À Lucerne, il a construit le musée dédié à Hans Erni, qui fut son ami. Partout, on reconnaît l'influence très marquante de Le Corbusier, un maître que les architectes modernistes vénéraient.

Mais c'est sans doute dans le Valais aux tendances conservatrices qu'Ellenberger a surtout laissé son empreinte. En 1949, il fit les plans du dernier sanatorium construit en montagne, le Sanatorium bernois à Montana: en effet, l'introduction de la streptomycine pour guérir la tuberculose allait rendre les sanatoriums inutiles. On lui doit aussi une série de réalisations dans le domaine des chalets, des hôtels et des villas. En 1950, il fait bâtir *La Syrinx*, sa maison à Crans, dont le nom lui est inspiré par le compositeur Claude Debussy.



Une vue de la Tour Supercrans à Vermala (VS), réalisée par l'architecte Jean-Marie Ellenberger.

DR

Ellenberger adulait en effet la musique moderne, et celle de Debussy, à la clarté latine, correspond bien à ses conceptions architecturales: grandes fenêtres et ouvertures à la lumière, toit à pan unique, intégration dans le site. Il a construit plusieurs autres chalets privés, tous de la même inspiration.

A bas le style «néo-valaisan»

Mais sa réalisation la plus spectaculaire en Valais est la Tour Supercrans à Vermala (1963-1968). Elle évoque les buildings de style international, eux-mêmes directement inspirés par le Bauhaus de Walter Gropius, cette école d'architecture et d'art modernes et fonctionnels fermée par les nazis en 1933. Avec ses 60 mètres de haut, l'édifice pourrait choquer dans ce cadre montagnard. Ce n'est pas le cas. Il est d'une rare élégance, avec sa façade en éventail, permettant un ensoleillement maximal et une vue panoramique, ainsi que ses stores colorés qui rappellent les peintres «puristes» comme Le Corbusier et Amédée Ozenfant. Bien qu'elle s'adresse à une clientèle de luxe et non à une population qu'il fallait recaser après les destructions de la Seconde Guerre mondiale, elle présente quelque analogie avec la Cité radieuse de Marseille.

Catholique pratiquant, Jean-Marie Ellenberger a accepté des mandats pour la construction d'églises, en Valais et ailleurs. Par l'usage qu'il a fait du béton et en réalisant des édifices

religieux circulaires, il s'est attiré les foudres des partisans d'un style «néo-valaisan», où les matériaux modernes n'ont pas leur place! Un bel exemple en est la chapelle Saint-Christophe, construite en 1952 à Crans, qui comporte un campanile séparé du corps de l'édifice et une sculpture de Hans Erni. On peut citer aussi l'église Sainte-Croix à Sierre (1959-1962). Sa forme légèrement ovale permet la participation de tous les fidèles, dans l'esprit du concile du Vatican. Usage de la pierre et du béton brut, décoration sobre, vitraux aux belles couleurs, participation d'artistes tel Albert Chavaz ou Albert Rouiller qui y a réalisé un Christ en aluminium mettant en valeur l'usine de Chippis, donc un Valais moderne et non traditionnel, tout cela fait la valeur de l'église Sainte-Croix et des autres églises construites par Ellenberger en Valais.

Par son architecture moderne empreinte de classicisme (il admirait beaucoup Palladio et l'esprit de la Renaissance), Jean-Marie Ellenberger a prouvé qu'on pouvait construire en montagne non certes de sinistres barres du style HLM, mais des édifices correspondant à notre monde contemporain, à la fois élégants et fonctionnels. Cela dit, le style «chalet suisse», qui correspond à un mythe national, continue d'avoir la cote...

Pierre Jeanneret

Sylvie Doriot Galofaro, *Jean-Marie Ellenberger (1913-1988), un architecte moderne. De l'aéroport de Genève à Super-Crans*, Genève, Slatkine, 2020, 209 p.



Erratum

Dans notre précédente édition, une erreur s'est glissée dans l'article «Les Celtes au Laténium d'Hauterive». Dans la phrase «L'époque des Celtes s'étend sur presque tout le 1^{er} siècle avant notre ère», il fallait bien entendu lire «1^{er} millénaire» et non pas «1^{er} siècle».

Gauchebo a besoin de votre soutien

CCP: 12-9325-6

Dans la tête et la peau de Greta Thunberg

CINÉMA • Sacrée par le «Time» parmi les jeunes les plus influents au monde, dédiant les montants de ses prix à la croisade climatique des enfants et adolescents quand elle ne les refuse pas, Greta Thunberg est une Jeanne d'Arc planétaire déterminée et fragile.

Dans le documentaire *I Am Greta*, l'icône activiste et influenceuse hors pair exprime davantage de complicité avec les animaux que d'attention pour l'humain. En l'occurrence, son chien baigné d'un amour pur, inconditionnel, absolu, Roxy. Ne porte-t-il pas un prénom identique au chien si précieux à Jean-Luc Godard (*Adieu au langage*)? A l'image, la brindille climatique brosse doucement l'immense animal. Qui semble lui dire: «Allez, pas de panique, ça va aller.» Secrètement, on pressent qu'il a contribué avec Moses - son autre toutou - à sauver la vie de la Suédoise. Avant qu'elle ne tente de sauver le monde. De lui-même aussi. Car Greta Thunberg revient de loin. De très loin dans la dépression, l'anorexie et l'affliction face à l'extinction de masse et l'effondrement de nos écosystèmes.

«Comment osez-vous?»

Pour son film, le réalisateur suédois inconnu, Nathan Grossman, a suivi la militante depuis ses premières grèves scolaires en 2018, à 15 ans, transformées en mouvement mondial, jusqu'à son furieux discours devant l'ONU, le 23 septembre 2019 à New York. «Vous avez volé mes rêves et ma jeunesse avec vos mots creux. Et encore, je fais partie des plus chanceux! Des gens souffrent, des gens meurent, et des écosystèmes s'écroulent. Nous sommes au début d'une extinction de masse, et tout ce dont vous parlez c'est d'argent, et de contes de fées racontant une croissance économique éternelle... Depuis plus de 30 ans, la science est parfaitement claire. Comment osez-vous encore regarder ailleurs?» réprimandait-elle les dirigeants de la planète pour leur inaction contre le changement climatique. Le cinéaste avance avoir voulu réaliser un opus à hauteur de regard d'enfant.

Avec ses 12 millions de followers sur les réseaux sociaux et ses discours anxigènes appelant à paniquer, Greta Thunberg a déjà fait à 17 ans l'objet de plusieurs (auto) biographies auxquelles le film n'apporte rien de significatif. «Nous sommes à un moment de l'Histoire où toute per-



Greta Thunberg face au Parlement suédois. Esseulée, elle deviendra une icône du mouvement pro-climat des jeunes fustigeant la trahison des adultes. DR

sonne avec une idée sur la crise climatique qui menace notre civilisation et toute la biosphère doit parler. Avec des mots simples... Nous devons changer à peu près tout dans nos sociétés. Plus grande est votre empreinte carbone, plus grand est votre devoir moral. Plus grande est votre audience, plus grande est votre responsabilité», écrit-elle dans son manifeste, *Rejoignez-nous* (2018). Elle est alors à 15 ans l'inspiratrice des *Fridays for Future* et de la grève pour le climat qui mobilisent la jeunesse à travers le monde.

Dans les pleurs de sa mère et son hypermotivité présents dans le film, on trouve ainsi l'écho de ce que l'autobiographie familiale des Thunberg a déjà livré. Malena Ernman, ancienne chanteuse pop et cantatrice y écrit sur sa fille: «Elle disparaissait lentement dans une sorte d'obscurité et peu à peu, elle semblait cesser de fonction-

ner. Elle a cessé de jouer du piano. Elle a cessé de rire. Elle a cessé de parler. Et elle a cessé de manger.» (*Our House Is on Fire: Scenes of a Family and a Planet in Crisis*). Le film la voit souvent soutenue par son père, Svante Thunberg, ancien acteur devenu producteur. Sans que ce dernier ne puisse influencer sur ces discours qu'elle perfectionne continuellement.

Engagement multiforme

Atteinte du Covid-19, la jeune femme a compris que cette crise allait creuser l'inaction politique en matière climatique et les inégalités sociales. Le film la découvre étendue au sol alors que les news tv détaillent les atteintes incendiaires du Brésil de Bolsonaro à la forêt amazonienne. On fait parfois reproche à la militante de n'être pas ouvertement anticapitaliste, de ne pas mettre en exergue les causes systémiques, économiques et sociales de la

crise climatique. Fustigeant la croissance sans frein, Greta Thunberg est consciente que cette approche partisane la rendrait inaudible au plus grand nombre. Dès lors, elle mobilise des moyens conséquents pour la survie de la planète et contre la crise Covid-19 en Amazonie. Ainsi un million d'euros du prix portugais Gulbenkian (plus élevé que le Nobel) intégralement reversés aux causes environnementales. 100'000 euros seront dévolus à la campagne «SOS Amazonie» de la branche brésilienne de *Fridays for Future* pour répondre au Covid-19 sur ce vaste territoire. Et le même montant à la Fondation Stop Ecocide visant à instaurer un crime d'«écocide» dans la législation internationale.

Place de l'enfantin

Le film s'ouvre et se scelle quasiment sur sa traversée de l'Atlantique menée

15 jours durant dans des conditions éprouvantes pour rejoindre New York et l'ONU accueillant dans l'indifférence son «l'accuse» climatique. en voix off, Greta Thunberg précise avoir entrepris ce périple pour notamment illustrer l'impossibilité d'accorder ses déplacements à un strict respect de standards environnementaux élevés. Frappée du syndrome Asperger, qui en fait une autiste démiurge et lucide, la fillette semble régner en maître sur sa famille. Elle en régent le régime alimentaire et fustige tôt son mode de consommation sans limite. Un caractère doucement tyrannique, un véritable «trou noir» dépressif au chevet duquel la famille s'est mise. Et que le documentaire ne creuse pas.

C'est à un portrait impressionniste que convie *I am Greta*. Assise dans la rue en mode SDF mendiant l'attention, face au parlement suédois à ses débuts avec sa pancarte de «Grève pour le climat», la ressemblance avec le personnage fictif de Forrest Gump, timide et asocial s'impose. Jusqu'à sa traversée en bateau, où elle éprouve ses limites tant physiques que psychiques. Avant de craquer en pleine tempête face à l'incroyable fardeau de sa responsabilité bien trop lourde à endosser.

Comme le cinéma fictionnel de Ruben Ostlund (*Involuntary-Happy Sweden*), *I Am Greta* est un tableau de la société proposé par un cinéaste moralisateur - dans le sens émancipateur, progressiste du terme - accompagnant une activiste moralisatrice. Celle-ci nous faire réfléchir et pousser à agir face aux pires dérives et aveuglements en tout genre de l'espèce humaine. Privilégiant un cadrage de seuil et de l'entre-deux, dans une distance alliant le proche au lointain face à son sujet que l'on découvre dansant de manière inspirée, méditative contre tout ce qui tente de l'asservir et le découragement, ce documentaire classique dans sa forme, porte en lui une croyance dans l'évolution possible de l'humain vers d'autres manières d'être, d'autres mondes possibles. Et c'est déjà beaucoup. ■

Bertrand Tappolet

AVIS MORTUAIRE

Ses filles:

Caroline Rozmuski-Dreifuss et Véronique Dreifuss Pagano;

Ses petits-enfants:

Nathan Rozmuski, Sophie Rozmuski, Adriano Pagano et Victoria Pagano;

Son arrière-petite-fille, Magda Rozmuski;

Ainsi que leurs conjoints;

Sa belle-sœur Liliane Meyer et ses enfants, Michel Dreifuss et Anne Dreifuss et leurs enfants et petits-enfants;

Sa nièce Brigitte Cuendet et ses filles Joanna Rodrigues et Tania Broadhurst et leur famille;

Ainsi que les familles Komoly et Vamos, alliées et amies,

ont le grand chagrin de faire part du décès de

Monsieur le Docteur ROBERT DREYFUSS

survenu paisiblement au soir du 11 octobre 2020, dans sa 100e année.

La cérémonie a eu lieu dans la plus stricte intimité de la famille.

Nous remercions chaleureusement toutes les personnes de l'EMS «Les Boveresses» à Lausanne, qui l'ont entouré de leurs soins attentifs, dévoués et respectueux durant ces dernières années.

Cet avis tient lieu de lettre de faire part.

La grève, geste de haute civilisation

La grève. Faut-il en faire l'éloge? Posée dans les colonnes de ce journal, la question peut se poser, tant la grève fait partie de la culture des lecteurs et de tous ceux qui font ce périodique. Mais cet éloge, dû à Léonard Vincent, n'est ni un coup de chapeau à la tradition ni un coup de sang pour se faire plaisir. C'est un éloge, une exploration, une recherche de ce que la grève peut faire résonner en nous de «colère et de joie». «La grève nous dépasse», dit Léonard Vincent. Elle nous dépasse parce qu'elle est une révélation qui «tombe alors comme un couperet: ce que l'on disait normal n'était que l'assentiment de tous». La grève tranche dans l'ordre des choses et c'est pour cela qu'il n'est pas superflu de parler de cette «aventure». Qui parle dans ce texte? Un «nous», qui franchit les siècles, affamé et intraitable. «Nous» avons cessé le travail à Deir El Medineh, en Égypte, sur le chantier de la

tombe de Ramsès III. «Nous», femmes d'Athènes, avons fait la grève du devoir conjugal pour obliger nos maris à faire la paix. «Nous», plébéiens de Rome, nous sommes retirés sur l'Aventin, une colline hors de la ville, pour nos droits politiques. «Nous», esclaves, étudiants, paysans, tanneurs, teinturiers, Jacques, tuchins d'Auvergne, maillotins de Paris, *ciompi* de Florence, avons un jour cessé de faire ce qu'il était entendu que nous allions, automatiquement, faire.

Un périple avec les Canuts, les Communards...

Ainsi ces villageois des Rouzes, dans le Dauphiné, qui respectent scrupuleusement leurs devoirs religieux, paient dîmes et impôts, mais refusent tout contact avec leur seigneur, l'évêque de Grenoble. Une histoire inventée, mais ce qui est vrai, en revanche, c'est la hâte avec laquelle

Isaac Le Chapelier, député de Rennes, fit voter par la première Assemblée nationale l'interdiction des organisations ouvrières et du droit de grève. Léonard Vincent nous entraîne ainsi dans une promenade dans notre destin, celui des Canuts, des émeutiers, des communards, des mutins de 1917. Mais surtout, de Fourmies à Carmaux, du Borinage à Chicago, Saint-Pétersbourg ou Essen, du côté de ceux qui proclament «la grève tout le temps, la grève partout». Issu d'un texte lu par Jean-Pierre Darroussin, ce texte, histoire, pamphlet, fiction et rêverie poétique, est, en ces temps de crainte et de retrait, un exercice d'exaltation, qui proclame à l'usage de ceux qui l'auraient oublié que «la grève est un geste de haute civilisation». ■

Alain Nicolas

Paru dans *L'Humanité*

Léonard Vincent, *Eloge de la grève*, Seuil, 160 pages.